



PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2025 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 009757/KKP relatif au projet **d'installation de panneaux photovoltaïques au sol d'une puissance inférieure à 1 MWc au lieu-dit Conzais sur la commune de Grand-Fougeray (35), déposé par la société IEL ENR 176**, reçu et considéré complet le 02 décembre 2025 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n°30 : « Installations d'une puissance égale ou supérieure à 300 kWc » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- installation photovoltaïque au sol comprenant des panneaux photovoltaïques, des structures supports métalliques, un poste électrique, des réseaux électriques, des pistes d'accès et une clôture périphérique, d'une puissance de 972 kWc pour une production

annuelle estimée à 1 GWh, sur une surface de 6 300 m², au sein d'une parcelle de 8,1 ha enfrichée.

Considérant la localisation de ce projet :

- sur une zone Ner (correspondant aux secteurs susceptibles d'accueillir des constructions et installations nécessaires à la production d'énergie renouvelable) du PLUi de Bretagne Porte de Loire Communauté, approuvé le 12 mars 2020 ;
- à plus de 45 km de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 1 la plus proche et à plus de 7 km du site Natura 2000 le plus proche ;
- en dehors de toute zone présentant une sensibilité environnementale ;
- à 50 m d'une zone humide.

Considérant que :

- la zone d'implantation a été choisie pour éviter les périmètres de préservation et de protection du patrimoine naturel ;
- la réalisation du chantier est prévue en dehors de la période sensible de nidification ;
- aucune source lumineuse nocturne ne sera utilisée pendant les phases de travaux et d'exploitation ;
- les haies existantes seront conservées et que des plantations pourront être envisagées en périphérie du site ;
- la gestion du risque incendie sera conforme aux prescriptions des services d'incendie et de secours.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **d'installation de panneaux photovoltaïques au sol d'une puissance inférieure à 1 MWc au lieu-dit Conzais sur la commune de Grand-Fougeray (35), déposé par la société IEL ENR 176** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de

l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

signé